

Élections municipales 2005 : Quand tiendrons-nous compte des Montréalaises?
Nicole Boily
Présidente du Conseil des Montréalaises

La pauvreté a encore un sexe. Et les chefs des partis municipaux qui brigueront la mairie à Montréal, le 6 novembre, devront viser l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes puisque qu'elle réduit la pauvreté, comme le mentionne le *Fonds des Nations unies pour la population*¹.

La consultation de groupes de femmes montréalais, réalisée par le *Conseil des Montréalaises* au printemps dernier, confirme cette affirmation. Faut-il rappeler, encore et toujours, « qu'une forte proportion des femmes (56%) se retrouve dans la catégorie des revenus de moins de 20 000\$, comparativement à 43% pour les hommes . (...) Dans tous les arrondissements, les revenus moyens des hommes sont supérieurs à ceux des femmes.»² Soulignons que la pauvreté et l'exclusion atteignent de manière plus frappante les femmes immigrantes, les femmes des minorités visibles et les femmes autochtones ainsi que les familles monoparentales dont 84% des chefs sont des femmes.

La gouvernance locale est littéralement traversée par les besoins quotidiens des femmes : développement économique, emploi, équité salariale, environnement, logement, loisirs, sécurité alimentaire, sécurité urbaine, transport en commun et urbanisme.

L'administration municipale doit reconnaître que les femmes vivent des iniquités et des discriminations spécifiques, notamment les femmes des minorités ethnoculturelles. L'une des conséquences les plus déplorables en est la pauvreté.

La pauvreté des femmes est bien connue des intervenantes des centres de femmes qui rappellent que nombre de femmes ont faim dès le début du mois. «Environ une personne sur six à Montréal a éprouvé de l'insécurité alimentaire pendant les années 2000-2001 et

¹ (www.unfpa.org/swp/index.htm)

² Des différences, des similitudes, Portrait socio-économique des femmes et des hommes de l'île de Montréal en 2001, Conférence régionale des élus de Montréal, 2004, p.19

ce phénomène est plus fréquent chez les femmes (18%) que chez les hommes (13%).»³
Combien de femmes doivent marcher de longues distances, quel que soit leur état de santé, pour se rendre chez leur médecin, faire leurs courses ou encore briser leur isolement en participant à des activités dans un groupe, parce qu'elles n'ont pas les moyens de payer le coût du billet d'autobus?

Parmi elles, il y a des femmes comme Jasmine (25 ans), mère de deux enfants, et Mme Lapointe (63 ans) qui attendent depuis 2001 un HLM (habitation à loyer modique). Or, selon la Société canadienne d'hypothèque et de logement, plus de 20 000 ménages attendaient un HLM au printemps 2005 alors qu'ils étaient 8 400 en 2001. Sans oublier que le coût moyen du loyer a augmenté de 14% en trois ans.

Malheureusement, les principaux partis municipaux ne font pas de l'éradication de la pauvreté un enjeu électoral de premier plan. Les réalités que vivent les femmes ne sont pas des enjeux sectoriels ou thématiques. 52 % de la population montréalaise est féminine et l'amélioration de ses conditions de vie profitera à l'ensemble de la société, incluant les 28 000 enfants qui vivent sous le seuil de la pauvreté à Montréal. Quand la lutte à la pauvreté deviendra-t-elle une urgence pour les élus-e-s?

Les plates-formes électorales des principaux partis ne font pas état d'analyses spécifiques sur les réalités vécues par les femmes. Par contre, certains ont pris des engagements lors d'assemblées ou de débats publics. De plus, des projets sont déjà à l'œuvre mais beaucoup reste à faire. La prochaine administration devra jouer un rôle accru dans la lutte à la pauvreté.

Montréal doit livrer un message clair sur la nécessité de mener une lutte à finir à la pauvreté.

³ CRÉ de Montréal, L'égalité entre les femmes et les hommes : un objectif toujours à poursuivre, janvier 2005, p.9

Des services accessibles et de qualité

L'accessibilité des services que doit offrir Montréal est un élément très important des attentes des Montréalaises.

L'accessibilité est ce qui facilite et soutient la vie quotidienne des Montréalaises. Aussi il faut : des heures d'ouverture flexibles et des horaires qui tiennent compte des tâches familiales; un service de transport en commun fréquent, sécuritaire, propre, à coût abordable; des aménagements propices aux poussettes et aux fauteuils roulants; un transport adapté en plus grand nombre; la construction de nouveaux logements sociaux où la diversité socio-économique est encouragée; le soutien municipal aux initiatives en sécurité alimentaire; la prévention de la violence; la gratuité de certains loisirs familiaux.

Globalement, ces offres de services doivent être de qualité et se réaliser dans des lieux sécuritaires, sans violence et discrimination. Le but ultime est de consolider le tissu social urbain aux bénéfices de toute la population.

Des pistes d'action

Pour répondre aux besoins des Montréalaises et des Montréalais, il faut bien cerner et analyser leurs différentes réalités. La Ville de Montréal ne doit pas hésiter à investir pour améliorer, mettre à jour et développer de nouveaux outils. Pour apporter une réponse adaptée aux besoins spécifiques des femmes il faut, par exemple, des données différenciées selon les sexes et ce, pour les différents services de la municipalité. Des données semblables devraient être disponibles pour la population immigrante ou les communautés ethnoculturelles. De telles données peuvent être ensuite analysées, ce qui permet de connaître l'écart entre les besoins des femmes ou des populations ciblées et les services offerts.

La Ville de Montréal doit également reconnaître la nécessité d'intégrer la notion d'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les questions qu'elle traite. Elle doit assumer son rôle de leader et faire en sorte que les arrondissements soient parties prenantes de

cette reconnaissance. De l'avis du *Conseil des Montréalaises*, il faut que Montréal devienne une ville-phare à ce sujet.

Et le 6 novembre?

Les Montréalaises, au fil des années et des analyses, ont développé une vision claire des mesures à mettre en œuvre pour que la ville qu'elles habitent, tienne davantage compte de leurs besoins et de leurs réalités. Elles veulent la prospérité, mais plus encore, elles désirent appartenir à une communauté ouverte et à l'avant-garde des droits sociaux. Elles veulent la sécurité, mais plus encore, elles cherchent une communauté solidaire. Le *Conseil des Montréalaises* a à cœur l'amélioration des conditions de vie de toutes les Montréalaises et exercera un rôle de vigilance auprès de la prochaine administration municipale afin que les élu-e-s montréalais tiennent compte, dans leurs projets et réalisations, des enjeux qui touchent les femmes au quotidien. C'est pourquoi, le *Conseil* encourage l'ensemble de la population à exercer son droit de vote le 6 novembre. Montréalaises et Montréalais, demandons-nous quel parti et quelles personnes travailleront le mieux à faire de notre ville un lieu où il fait bon vivre pour tous et toutes!